DÉCISION du Président
Créance d’eau impayée

Le Président de atlantic’EAU,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5711-1, L.5211-1 et L.5211-10,

Vu la délibération du Comité syndical d’atlantic’EAU CS_2020_30 en date du 25 septembre 2020 relative aux délégations de compétences du Comité syndical au Bureau syndical et au Président,

Vu l’arrêté AR_2020_20 d’atlantic’EAU en date du 4 novembre 2020 définissant la délégation de fonction et de signature à Monsieur Raymond Charbonnier, 3ème Vice-Président, en charge des relations avec les usagers du service,

Vu la décision D_2022_138 d’atlantic’EAU en date du 12 octobre 2022 par laquelle le Vice-Président confie au Trésor Public le recouvrement de la créance due par l’abonné référencé 06 437 133 081438 01,

Considérant le titre 3373/2022 émis par les services d’atlantic’EAU le 21 octobre 2022 pour un montant total de 75.31 € se détaillant comme suit :
- 22.31 € : part distribution de l’eau de la facture n°21310 du 24 juin 2021,
- 53.00 € : pénalité pour frais de relance,

Considérant l’appel de l’abonné référencé 06 437 133 081438 01, enregistré par les services d’atlantic’EAU le 6 janvier 2023, sollicitant des explications sur le titre précité et informant que l’impayé est lié à un problème d’adresse de facturation,

Considérant que la relance adressée en recommandé avec accusé de réception par Véolia le 2 août 2021 a été envoyé à une mauvaise adresse et que Véolia n’a pas réceptionné le justificatif de l’accusé de réception de la poste,

DECIDE

**ARTICLE 1 :** D’annuler la pénalité pour frais de relance et donc de procéder à l’annulation partielle du titre 3373/2022 :

<table>
<thead>
<tr>
<th>REFERENCE</th>
<th>COMMUNE</th>
<th>Montant HT</th>
<th>Montant TVA</th>
<th>Montant TTC</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>06 437 133 081438 01</td>
<td>PORNIC</td>
<td>21.15</td>
<td>1.16</td>
<td>22.31</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Pénalité : 53.00 €

Montant à annuler : 22.31 €
Pénalité : 53.00 €
Fait à Nantes, le 24 Jan. 2023

Pour le Président et par délégation,
Le Vice-Président en charge des relations avec les usagers du service,
Raymond CHARBONNIER

Le Président,

➢ certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, compte tenu de :
  - sa transmission en Préfecture le 25/01/2023
  - de sa publication sur le site www.atlantic-eau.fr le 25/01/2023

➢ Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication